

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/206739]

**30 NOVEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne le contrôle de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, l'article D.188;

Vu le Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau dont sa partie réglementaire;

Vu l'avis du Pôle « Environnement », rendu le 6 juillet 2017;

Vu le rapport du 24 août 2017 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 62.221/4 du Conseil d'Etat, donné le 25 octobre 2017 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'Organisation mondiale de la santé a adopté une approche consistant à établir des plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau qui s'appuie sur l'évaluation et la gestion des risques;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à des adaptations au progrès scientifique et technique des règles concernant le contrôle et l'analyse de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article R.42 *sexies* de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2011 et renuméroté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 2° est remplacé par ce qui suit :

" 2° « limite de quantification » : un multiple donné de la limite de détection pour une concentration de l'analyte qui peut raisonnablement être déterminée avec un degré de précision et d'exactitude acceptable étant entendu que la limite de quantification peut être calculée à l'aide d'un étalon ou d'un échantillon appropriés, et peut être obtenue à partir du point le plus bas sur la courbe d'étalonnage, à l'exclusion du témoin. La limite de quantification est évaluée sur une matrice réelle, c'est-à-dire une eau représentative du domaine d'application de la méthode, ne contenant pas l'élément à mesurer. Si cela s'avère impossible, le laboratoire prépare une solution synthétique la plus représentative possible de la matrice considérée. La limite de quantification est évaluée dans les conditions d'application de la méthode en routine et sa valeur présumée est vérifiée par rapport à un écart relatif maximal acceptable de 60 % ; »;

2° le 4°, est remplacé par ce qui suit :

" 4° "incertitude de la mesure" : la valeur absolue du paramètre caractérisant la dispersion des valeurs qui peuvent raisonnablement être attribuées à un mesurande, étant entendu que :

a) l'estimation de l'incertitude doit prendre en compte toutes les étapes d'une méthode d'analyse en incluant la préparation des échantillons;

b) le calcul de l'incertitude est précisé par la norme ISO 11352 ou toute norme équivalente reconnue à l'échelle internationale, telle la norme NBN ISO 5725, et;

c) l'incertitude est multipliée par un coefficient d'élargissement  $k = 2$ , de manière à couvrir environ 95 % des valeurs attribuées au mesurande par un intervalle autour de la valeur mesurée. "

**Art. 2.** L'article R.252 de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau est complété par les mots « et de la Directive 2015/1787/UE de la Commission du 6 octobre 2015 modifiant les annexes II et III de la Directive européenne 98/83/CE du Conseil relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ».

**Art. 3.** Les articles R.255, § 2, à R.260 du même Code, modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 février 2011 sont remplacés par ce qui suit :

« Art. R.255. § 2. Les objectifs généraux et la portée du programme de contrôle de l'eau destinée à la consommation humaine sont précisés à l'annexe XXXIII, partie A.

§ 3. Pour chaque zone de distribution d'eau, le fournisseur se conforme :

1° aux paramètres à contrôler et aux fréquences d'échantillonnage repris à l'annexe XXXIII, partie B;

2° aux méthodes et points d'échantillonnage déterminés à l'annexe XXXIII, partie D;

3° aux méthodes d'analyse prescrites par l'annexe XXXIV.

§ 4. Le Ministre peut adapter les programmes de contrôle des fournisseurs, en termes d'échantillonnage et d'analyses prévus par le paragraphe 3, 2° et 3°, de cet article en vue de les compléter. Cette adaptation est réalisée sur base du rapport de plan de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau.

Art. R.256. § 1<sup>er</sup>. A la demande du fournisseur, le Ministre peut autoriser de déroger à une ou plusieurs familles de paramètres déterminées au point 5 de la partie C de l'annexe XXXIII et, aux fréquences d'échantillonnage visées à l'article R.255, § 3, 1°, dans certaines zones de distribution d'eau et pour une durée qu'il détermine, à condition qu'une évaluation des risques soit réalisée conformément à l'annexe XXXIII partie C. Cette évaluation des risques est fournie par le fournisseur à l'appui de son programme de contrôle et soumise à l'approbation de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau, ci-après dénommée l'Administration.

A cette fin, le fournisseur établit un projet de plan de gestion de sécurité sanitaire de l'eau par zone de distribution et le transmet à l'Administration en même temps que le programme annuel de contrôle.

Le plan comprend l'évaluation et la gestion des risques et, le cas échéant, précise les réductions de fréquence ou les reports de contrôle demandés pour une ou des zones de distribution.

Le plan de gestion sanitaire de l'eau est approuvé par le Ministre.

Le plan de gestion sanitaire de l'eau est actualisé à l'initiative du fournisseur ou sur demande de l'Administration. Le fournisseur s'assure de la constante validité de son plan et le réexamine au moins dans les circonstances suivantes :

1° en réponse à des changements pertinents, par exemple au niveau :

- a) du système d'alimentation en eau potable;
- b) des exigences juridiques ou réglementaires, en ce compris les principes généraux de l'évaluation des risques;
- c) des spécifications techniques et des procédures;
- d) de l'environnement dans lequel il opère;

2° en réponse à des incidents ou urgences;

3° après chaque événement dangereux significatif.

Le Ministre précise la liste minimale des questions à prendre en considération dans le cadre de l'établissement d'un plan de gestion de sécurité sanitaire de l'eau ainsi que la méthode d'élaboration de ce plan. Il définit les modalités de la demande de dérogation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Le Ministre peut également renforcer les programmes de contrôle des fournisseurs d'eau quant aux paramètres et fréquences d'échantillonnage visés à l'article R.255, § 3, 1<sup>o</sup>, à la suite d'une évaluation des risques ou sur base de résultats d'analyses réalisées dans le cadre de la surveillance ou sur base de toute nouvelle information scientifique officielle pertinente relative à la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine susceptible d'affecter la zone de distribution.

Art. R.257. § 1<sup>er</sup>. Les décisions du Ministre vis-à-vis des fournisseurs, visées à l'article R.256, §§ 1<sup>er</sup> et 2, sont publiées par extrait au *Moniteur belge*.

§ 2. Une information indiquant que le programme de contrôle du fournisseur couvrant une ou plusieurs zones de distribution est établi sur base d'une évaluation des risques en application des paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 est transmise par le fournisseur aux consommateurs concernés chaque fois qu'il les informe sur la qualité de l'eau distribuée conformément à l'article D.193, § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Lorsque le consommateur en fait la demande, le fournisseur met gratuitement le résumé des résultats de l'évaluation des risques à sa disposition.

Art. R.258. Au plus tard pour la fin du troisième trimestre, le fournisseur communique les programmes de contrôle ainsi que leurs modifications pour l'année suivante à l'Administration. La nature et la forme des informations à transmettre sont fixées par le Ministre.

Si le dossier n'est pas complété conformément à la nature et la forme des informations prescrites par le Ministre, l'Administration considère le dossier comme incomplet et le fournisseur est réputé ne pas avoir rempli ses obligations.

Dans ce cas, l'Administration renvoie le dossier au fournisseur qui dispose d'un mois pour le représenter dans les formes.

Art. R.259. § 1<sup>er</sup>. Des méthodes autres que celles spécifiées pour les paramètres microbiologiques à l'annexe XXXIV, partie A, peuvent être utilisées, à condition que le fournisseur puisse démontrer que les résultats obtenus sont au moins aussi fiables que ceux obtenus par les méthodes spécifiées.

§ 2. Pour les paramètres chimiques et indicateurs repris à l'annexe XXXIV, partie B.1, toute méthode d'analyse peut être utilisée, à condition qu'elle respecte les exigences définies dans ces points. En l'absence d'une méthode d'analyse qui remplisse les critères minimaux de performance établis dans la partie B.1, le fournisseur veille à ce que le contrôle soit réalisé à l'aide des meilleures techniques disponibles n'entraînant pas de coûts excessifs.

§ 3. Pour l'application des paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, le fournisseur communique à l'Administration les méthodes utilisées et leur éventuelle équivalence sauf si ces méthodes ont déjà été reconnues par l'Administration.

Art. R.260. Le fournisseur communique à l'Administration l'ensemble des résultats des contrôles relatifs à une année civile, dans le courant du trimestre suivant l'expiration de cette dernière, et dans les formes prescrites par le Ministre. ».

**Art. 4.** Dans le Chapitre III du Titre I<sup>er</sup> de la Partie III du même Livre, l'intitulé de la seconde section numérotée 3 et intitulée « Dérogations » est remplacé par ce qui suit :

« Dérogations à certaines valeurs paramétriques ».

**Art. 5.** A l'annexe XI du même Livre, modifiée en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 2016, les limites de quantification figurant dans la colonne LQ pour les paramètres énumérés ci-dessous sont remplacées par ce qui suit :

« 1° Turbidité : LQ : 0,3;

2° Ammonium : LQ : 0,1;

3° Ortho-Phosphates : LQ : 0,1;

4° Phosphore total : LQ : 0,25;

5° Cadmium : LQ : 0,5 et 0,25 en eau de surface potabilisable;

6° Cuivre : LQ : 10;

7° Zinc : LQ =25;

8° Cyanures totaux : LQ : 5;

10° Fluorures : LQ : 0,1;

11° Benzo(a)pyrène : LQ : 3;

12° Endosulfan : LQ : 10;

13° 1,2-Dichloréthane : LQ : 0,9;

14° Benzène : LQ : 0,3;

15° Hexachlorobenzène : LQ = 0,01;

16° Hexachlorobutadiène : LQ : 0,2. ».

**Art. 6.** A l'annexe XIV, partie B I, § 6, du même Code, modifiée en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 2016, la note située au point 6 sous le tableau est remplacée par ce qui suit :

« 6. Pour les paramètres repris dans le tableau de l'annexe XXXIV, partie B I, l'incertitude de mesure (k = 2) respecte les valeurs absolues déduites de ce tableau. ».

**Art. 7.** Dans le même Code, le contenu de l'annexe XXXIII est remplacé par le contenu de l'annexe 1<sup>ère</sup> jointe au présent arrêté.

**Art. 8.** Dans le même Code, le contenu de l'annexe XXXIV est remplacé par le contenu de l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

**Art. 9.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 30 novembre 2017.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,  
C. DI ANTONIO

---

## Annexe I

### Annexe XXXIII du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau

#### CONTRÔLE

PARTIE A. Objectifs généraux et programmes de contrôle des eaux destinées à la consommation humaine

1. Les programmes de contrôle de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine doivent permettre de:

(a) vérifier que les mesures en place pour maîtriser les risques pour la santé humaine tout au long de la chaîne d'approvisionnement, depuis la zone de captage jusqu'à la distribution en passant par le prélèvement, le traitement et le stockage, sont efficaces et que l'eau disponible au point de conformité est propre et salubre;

(b) fournir des informations sur la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine afin de démontrer que les obligations définies aux articles D.184 et D.185 et les valeurs paramétriques fixées dans l'annexe R.XXXI sont respectées;

(c) déterminer les moyens les plus appropriés d'atténuer les risques pour la santé humaine.

2. Conformément à l'article D.188, § 2, les fournisseurs mettent en place des programmes de contrôle qui respectent les paramètres et les fréquences fixés à la partie B de la présente annexe et qui peuvent consister en:

(a) la collecte et l'analyse d'échantillons d'eau ponctuels ou

(b) des mesures enregistrées de manière continue.

En outre, les programmes de contrôle prennent aussi la forme:

(a) d'inspections des données concernant l'état de fonctionnement et d'entretien de l'équipement et/ou

(b) d'inspections de la zone de captage et des infrastructures de prélèvement, de traitement, de stockage et de distribution de l'eau.

3. Les programmes de contrôle peuvent se fonder sur une évaluation des risques, comme indiqué dans la partie C.

4. La Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau, veille à ce que les programmes de contrôle des fournisseurs d'eau soient évalués de manière continue et mis à jour conformément à l'article R.258.

#### PARTIE B. Paramètres et fréquences

##### 1. Cadre général

Un programme de contrôle doit au minimum prendre en compte les paramètres visés à l'article R.253, y compris les paramètres importants pour évaluer l'impact des installations privées de distribution sur la qualité de l'eau au point de conformité visés à l'article D.187, § 1<sup>er</sup>. La sélection des paramètres appropriés pour la surveillance doit tenir compte des conditions locales de chaque zone de distribution d'eau.

Les fournisseurs contrôlent les paramètres énumérés au point 2 aux fréquences d'échantillonnage pertinentes établies au point 3.

##### 2. Liste des paramètres

###### *Paramètres du groupe A*

Les paramètres suivants (Groupe A) font l'objet d'un contrôle aux fréquences indiquées dans le tableau du point 3:

a) *Escherichia coli* (E. coli), entérocoques, bactéries coliformes, dénombrement des colonies à 22 ° C;

b) couleur, saveur, odeur;

c) turbidité, pH, conductivité, température;

d) ammonium, nitrites et nitrates.

Dans certaines circonstances, les paramètres suivants peuvent être ajoutés au groupe A :

(a) l'aluminium et le fer, lorsqu'ils sont utilisés pour le traitement chimique de l'eau;

(b) le chlore libre résiduel lorsque la désinfection est pratiquée avec de l'hypochlorite de soude ou du chlore gazeux;

(c) d'autres paramètres de l'annexe XXXI considérés comme pertinents dans le programme de contrôle, le cas échéant à l'issue d'une évaluation des risques, comme indiqué dans la partie C.

###### *Paramètres du groupe B*

En vue de déterminer la conformité à toutes les valeurs paramétriques fixées à l'annexe XXXI, tous les autres paramètres qui ne sont pas analysés dans le cadre du groupe A et qui sont établis conformément à l'article R.253 font l'objet d'un contrôle au minimum aux fréquences indiquées dans le tableau du point 3.

## 3. Fréquences d'échantillonnage

Fréquence minimale d'échantillonnage et d'analyse en vue du contrôle de conformité

Volume d'eau distribué ou produit chaque jour à l'intérieur d'une zone de distribution (voir note 1 et 2) m <sup>3</sup>	Paramètres du groupe A Nombre d'échantillons par année	Paramètres du groupe B Nombre d'échantillons par année
≤ 100 (note 3)	6	1
> 100 et ≤ 1 000	12	1
> 1 000 et ≤ 3 300	24	2
> 3 300 et ≤ 6 600	36	3
> 6 600 et ≤ 9 900	48	4
> 9 900 et ≤ 13 200	60	5
> 13 200 et ≤ 20 000	72	5
> 20 000 et ≤ 30 000	96	6
> 30 000 et ≤ 40 000	132	7
> 40 000 et ≤ 50 000	168	8
> 50 000 et ≤ 60 000	204	9
> 60 000 et ≤ 70 000	234	10
> 70 000 et ≤ 80 000	264	11
> 80 000 et ≤ 90 000	294	12
> 90 000 et ≤ 100 000	324	13
> 100 000 et ≤ 120 000	360	14
> 120 000	360 + 30 pour chaque nouvelle tranche entamée de 10 000 m <sup>3</sup> /j	14 + 1 pour chaque nouvelle tranche entamée de 25 000 m <sup>3</sup> /j

Note 1 : une zone de distribution est une zone géographique déterminée dans laquelle les eaux destinées à la consommation humaine proviennent d'une ou de plusieurs sources et à l'intérieur de laquelle la qualité peut être considérée comme étant plus ou moins uniforme

Note 2 : les volumes sont des volumes moyens calculés sur une année civile.

Note 3 : en ce qui concerne les distributions privées de moins de 100 m<sup>3</sup> par jour et non exemptées conformément à l'article D.182, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, pour lesquelles un contrôle des paramètres des groupes A et B préalable a donné un résultat satisfaisant, le programme peut être réduit à 3 contrôles des paramètres du groupe A par an. Lorsque les contrôles des paramètres du groupe A donnent des résultats alarmants, le programme de contrôle est, revu avec l'accord du Ministre, en contenu et en fréquences.

Note 4 : en cas d'approvisionnement intermittent à délai rapproché, la fréquence des contrôles des eaux distribuées par camion-citerne ou par bateau-citerne est fixée comme suit :

- un contrôle initial des paramètres du groupe A;
- le cas échéant, des contrôles complémentaires fixés cas par cas par la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau.

## PARTIE C. Evaluation des risques

1. L'évaluation des risques se fonde sur les principes généraux de l'évaluation des risques définis en lien avec les normes internationales telles que NBN EN 15975-2 concernant la sécurité de l'alimentation en eau potable et les lignes directrices pour la gestion des risques et des crises.

2. L'évaluation des risques tient compte des résultats des programmes de surveillance établis en vertu de l'article D.168, alinéa 3, et en vertu de l'article D.19 pour les masses d'eau énumérées à l'article D.168, qui fournissent plus de 100 m<sup>3</sup> par jour en moyenne, conformément aux articles R.43bis, R.103 et à l'annexe IV du présent Code.

3. Sur la base des résultats de l'évaluation des risques, la liste de paramètres fixée au point 2 de la partie B est élargie et/ou les fréquences d'échantillonnage établies au point 3 de la partie B sont augmentées lorsque l'une des conditions suivantes est remplie :

(a) la liste de paramètres ou les fréquences établies dans la présente annexe sont insuffisantes pour remplir les obligations imposées en vertu de l'article D.188, § 1<sup>er</sup>;

(b) un contrôle supplémentaire est requis aux fins de l'article D.188, § 4;

(c) il est nécessaire de fournir les assurances visées au point 1 a) de la partie A.

4. Sur la base des résultats de l'évaluation des risques, la liste des paramètres fixée au point 2 de la partie B et les fréquences d'échantillonnage établies au point 3 de la partie B peuvent être réduites, à condition que les conditions suivantes soient réunies :

(a) la fréquence d'échantillonnage concernant les paramètres E. coli, ainsi que les autres paramètres des familles F1, F2 et F3 visées au point 5 ne peut en aucun cas être réduite en deçà de celle fixée au point 3 de la partie B;

(b) pour tous les autres paramètres :

i) le lieu et la fréquence de l'échantillonnage sont déterminés en lien avec l'origine du paramètre ainsi qu'avec la variabilité et la tendance de fond de sa concentration, en tenant compte de l'article D.187;

ii) pour réduire la fréquence d'échantillonnage minimale de paramètres, conformément au point 3 de la partie B, les résultats obtenus à partir d'échantillons collectés à intervalles réguliers sur une période d'au moins trois ans en des points d'échantillonnage représentatifs de toute la zone de distribution doivent tous être inférieurs à 60 % de la valeur paramétrique considérée;

iii) pour retirer une ou des familles de paramètres de la liste des paramètres à contrôler, conformément au point 2 de la partie B, les résultats obtenus à partir d'échantillons collectés à intervalles réguliers sur une période d'au moins trois ans en des points d'échantillonnage représentatifs de toute la zone de distribution doivent tous être inférieurs à 30 % de la valeur paramétrique considérée;

iv) le retrait d'une ou de familles de paramètres particuliers établis au point 2 de la partie B de la liste des paramètres à contrôler se fonde sur les résultats de l'évaluation des risques, étayés par les résultats de la surveillance des ressources d'eau destinée à la consommation humaine et confirmant que la santé humaine est protégée des effets néfastes de toute contamination de l'eau destinée à la consommation humaine, conformément aux articles D.180 et D.184;

v) la fréquence d'échantillonnage ne peut être réduite ou une ou des familles de paramètres retirés de la liste des paramètres à contrôler comme indiqué aux points ii) et iii) que si l'évaluation des risques confirme qu'il est improbable qu'un facteur pouvant être raisonnablement anticipé entraîne la détérioration de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.

5. La demande de réduction de fréquence visée au point 4 concerne une ou des familles de paramètres regroupées comme suit :

*Paramètres du groupe A (mesurés à haute fréquence)*

- F1. Paramètres microbiologiques : E coli, Entérocoques, bactéries coliformes, GT à 22 °C
- F2. Paramètres organoleptiques : couleur, odeur, saveur
- F3. Paramètres opérationnels : turbidité, pH, conductivité, chlore libre résiduel, température
- F4. Paramètres de la balance azotée : nitrates, nitrites, ammonium

*Paramètres du groupe B (mesurés à basse fréquence)*

- F5. Pesticides
- F6. HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)
- F7. THM (trihalométhanés)
- F8. Solvants chlorés et autres hydrocarbures
- F9. Métaux 1 (constitutifs des équipements) : Cu, Cr, Cd, Ni, Pb, Sb, Zn
- F10. Métaux 2 : As, Hg, Se
- F11. Métaux opérationnels : Al, Fe, Mn
- F12. Dureté totale et cations (Na, K, Ca, Mg)
- F13. Bore et phosphore
- F14. Bromates
- F15. Cyanures
- F16. Anions : les anions inorganiques à l'exception du bromate et du cyanure
- F17. Matières organiques : oxydabilité ou carbone organique total (COT)
- F18. Paramètres microbiologiques complémentaires : clostridium perfringens (y compris les spores) et GT à 36 °C

PARTIE D. Méthodes d'échantillonnage et points d'échantillonnage

1. Les points d'échantillonnage sont déterminés de manière à assurer la conformité aux points de conformité définis à l'article D.187, § 1<sup>er</sup>. Dans le cas d'un réseau de distribution, un fournisseur peut prélever des échantillons dans la zone de distribution ou dans des installations de traitement pour contrôler des paramètres particuliers s'il peut être démontré qu'il n'y a pas de changement défavorable dans la valeur mesurée des paramètres concernés. Dans la mesure du possible, le nombre d'échantillons est réparti de manière égale dans le temps et l'espace.

2. L'échantillonnage au point de conformité satisfait aux exigences suivantes :

(a) les échantillons de conformité de certains paramètres chimiques (en particulier le cuivre, le plomb et le nickel) sont prélevés au robinet du consommateur sans faire couler l'eau au préalable. Un échantillon d'un volume d'un litre est prélevé de manière aléatoire durant la journée. Une autre possibilité consiste pour le fournisseur à recourir à des méthodes d'échantillonnage impliquant une durée de stagnation spécifique, telles que précisées par le Ministre, à condition que ces méthodes n'aboutissent pas, au niveau de la zone de distribution, à un nombre de cas de non-conformité inférieur au nombre obtenu par la méthode de prélèvement aléatoire en journée;

(b) les échantillons concernant les paramètres microbiologiques au point de conformité sont prélevés et manipulés conformément à la norme NBN EN ISO 19458, méthode d'échantillonnage B;

3. À l'exception des prélèvements effectués sur les robinets des consommateurs, le prélèvement d'échantillons sur le réseau de distribution doit être conforme à la norme ISO 5667-5. En ce qui concerne les paramètres microbiologiques, les échantillons sont prélevés et manipulés conformément à la norme NBN EN ISO 19458, méthode d'échantillonnage A.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2017 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne le contrôle de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.

Namur, le 30 novembre 2017.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

## Annexe II

Annexe XXXIV du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau

## SPECIFICATIONS POUR L'ANALYSE DES PARAMÈTRES

Conformément à l'article D.188, § 3, les fournisseurs et la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau veillent à ce que les méthodes d'analyse utilisées aux fins du contrôle et de la démonstration de la conformité de l'eau destinée à la consommation humaine soient validées et étayées conformément à la norme EN ISO 17025 ou à toute autre norme équivalente reconnue à l'échelle internationale, excepté dans le cas des paramètres organoleptiques (couleur, odeur, saveur). Les fournisseurs et la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau veillent à ce que les laboratoires ou les parties engagées par les laboratoires appliquent des systèmes de gestion de la qualité conformes à la norme EN ISO/IEC17025 ou à toute autre norme équivalente reconnue à l'échelle internationale.

## PARTIE A. Paramètres microbiologiques pour lesquels des méthodes d'analyse sont spécifiées

Les principes ci-après régissant les méthodes de calcul des paramètres microbiologiques sont donnés soit pour référence chaque fois qu'une méthode CEN/ISO est indiquée, soit à titre d'orientation en attendant l'adoption éventuelle à l'avenir, par la Commission, d'autres méthodes internationales CEN/ISO pour ces paramètres.

D'autres méthodes peuvent être utilisées à condition de respecter les dispositions de l'article R. 259.

Les méthodes utilisées pour les paramètres microbiologiques sont:

- a) *Escherichia coli* (*E. coli*) et bactéries coliformes (EN ISO 9308-1 ou EN ISO 9308-2);
- b) Entérocoques (EN ISO 7899-2);
- c) *Pseudomonas aeruginosa* (EN ISO 16266);
- d) Dénombrement de micro-organismes cultivables - teneur en colonies à 22 °C (EN ISO 6222);
- e) Dénombrement de micro-organismes cultivables - teneur en colonies à 36 °C (EN ISO 6222);
- f) *Clostridium perfringens*, y compris les spores (EN ISO 14189).

## PARTIE B. Paramètres chimiques et indicateurs pour lesquels des caractéristiques de performance sont spécifiées

## 1. Paramètres chimiques et indicateurs

En ce qui concerne les paramètres établis au tableau ci-dessous, les caractéristiques de performance indiquées sont telles que la méthode d'analyse utilisée doit, au minimum, permettre de mesurer des concentrations égales à la valeur paramétrique, avec une limite de quantification, conformément à l'article R.42sexies, 2°, de 30 % ou moins de la valeur paramétrique pertinente et avec l'incertitude de la mesure, conformément à l'article R.42sexies, 4°, indiquée dans le tableau ci-dessous. Le résultat est exprimé avec, au minimum, le même nombre de chiffres significatifs que la valeur paramétrique considérée dans les parties B et C de l'annexe XXXI.

Pour les paramètres du tableau ci-dessous qui sont également repris à l'annexe XI pour la surveillance des eaux souterraines et de surface potabilisables, la limite maximale de quantification dans l'eau destinée à la consommation humaine ne peut en outre dépasser celle qui est indiquée à l'annexe XI.

L'incertitude de la mesure visée au tableau ci-dessous ne peut être utilisée en tant que tolérance supplémentaire pour les valeurs paramétriques établies à l'annexe XXXI.

Tableau : Caractéristique de performance minimale "incertitude de la mesure"

Paramètres	Incertitude de la mesure (voir note 1)	Notes
	% de la valeur paramétrique (excepté pour le pH)	
Aluminium	25	
Ammonium	40	
Antimoine	40	
Arsenic	30	
Benzo(a)pyrène	50	Voir note 2
Benzène	40	
Bore	25	
Bromate	40	
Cadmium	25	
Chlorure	15	
Chrome	30	
Conductivité	20	
Cuivre	25	Voir note 11
Cyanure	30	Voir note 3
1,2-dichloroéthane	40	
Fluorures	20	
Concentration en ions hydrogène (exprimée en unités de pH)	0,2	Voir note 4
Fer	30	

Paramètres	Incertitude de la mesure (voir note 1)	Notes
	% de la valeur paramétrique (excepté pour le pH)	
Plomb	25	
Manganèse	30	
Mercure	30	
Nickel	25	
Nitrates	15	
Nitrites	20	
Oxydabilité	50	Voir note 5
Pesticides	30	Voir note 6
Hydrocarbures aromatiques polycycliques	50	Voir note 7
Sélénium	40	
Sodium	15	
Sulfates	15	
Tétrachloroéthylène	30	Voir note 8
Trichloroéthylène	40	Voir note 8
Total trihalométhanes	40	Voir note 7
Carbone organique total (COT)	30	Voir note 9
Turbidité	30	Voir note 10
Chlore libre résiduel	25	
Zinc	25	Voir note 11

Note 1 : L'incertitude de la mesure est estimée au niveau de la valeur paramétrique, sauf indication contraire. En pratique, l'incertitude de mesure sera calculée à une concentration inférieure ou égale à la valeur paramétrique et située dans la gamme d'étalonnage de la méthode. L'incertitude se calcule à une concentration donnée comme la valeur du bais (la justesse prise en valeur absolue) plus ou moins deux fois l'écart-type de la composante aléatoires (fidélité).

Note 2 : Si la valeur d'incertitude de la mesure ne peut être atteinte, la meilleure technique disponible devrait être retenue (jusqu'à 60 %).

Note 3 : La méthode détermine la teneur totale en cyanure sous toutes ses formes.

Note 4 : La valeur de l'exactitude, de la précision et de l'incertitude de la mesure est exprimée en unités de pH.

Note 5 : Méthode de référence: EN ISO 8467

Note 6 : Les caractéristiques de performance concernant les différents pesticides sont fournies à titre indicatif. En ce qui concerne l'incertitude de la mesure, des valeurs aussi basses que 30 % peuvent être atteintes pour plusieurs pesticides, et des valeurs allant jusqu'à 80 % peuvent être autorisées pour un certain nombre de pesticides, notamment la déisopropylatrazine (50 %).

Note 7 : Les caractéristiques de performance s'appliquent à chacune des substances spécifiées à hauteur de 25 % de la valeur paramétrique figurant dans la partie B de l'annexe XXXI.

Note 8 : Les caractéristiques de performance s'appliquent à chacune des substances spécifiées à hauteur de 50 % de la valeur paramétrique figurant dans la partie B de l'annexe XXXI.

Note 9 : L'incertitude de la mesure devrait être estimée au niveau de 3 mg/l du carbone organique total. Il convient d'utiliser la norme CEN 1484 - Lignes directrices pour le dosage du carbone organique total (TOC) et carbone organique dissous (COD).

Note 10 : L'incertitude de la mesure devrait être estimée au niveau de 1,0 UNF (unités néphélométriques formazine), conformément à la norme EN ISO 7027.

Note 11 : Dans les eaux brutes potabilisables et dans les installations de traitement l'incertitude de la mesure doit en outre respecter le prescrit de l'article R.43bis-4, § 4.

2. Les paramètres acrylamide, l'épichlorohydrine et chlorure de vinyle sont contrôlés dans les zones de distribution d'eau concernées en fonction des critères de qualité spécifiés pour un produit utilisé dans la chaîne de distribution. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2017 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne le contrôle de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.

Namur, le 30 novembre 2017.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/206739]

**30. NOVEMBER 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die Überwachung der Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch betrifft**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.188;

Aufgrund des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, verordnungsrechtlicher Teil;

Aufgrund der am 6. Juli 2017 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Umwelt";

Aufgrund des Berichts vom 24. August 2017, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 25. Oktober 2017 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 62.221/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation einen Ansatz verabschiedet, der in der Festlegung von Managementplänen zur sanitären Sicherheit des Wassers besteht und der sich auf die Bewertung und das Management der Risiken stützt;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, die Regeln bezüglich der Überwachung und der Analyse der Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch an den wissenschaftlichen und technischen Fortschritt anzupassen;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung;

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel R.42sexies des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. September 2011 und unnummeriert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2012 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Ziffer 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"2° "Bestimmungsgrenze": ein festgelegtes Vielfaches der Nachweisgrenze bei einer Konzentration des Analyten, die mit einem akzeptablen Maß an Präzision und an Exaktheit bestimmt werden kann, wobei feststeht, dass die Bestimmungsgrenze mithilfe eines geeigneten Standards oder einer Probe berechnet und anhand des untersten Kalibrierpunkts auf der Kalibrierkurve ohne Leerprobe bestimmt werden kann. Die Bestimmungsgrenze wird an einer realen Matrix bewertet, das heißt an Wasser, das für den Anwendungsbereich des Verfahrens repräsentativ ist und die das zu messende Element nicht enthält. Wenn sich dies als unmöglich erweist, stellt das Laboratorium eine synthetische Lösung her, die für die Matrix so repräsentativ wie möglich ist. Die Bestimmungsgrenze wird unter den Anwendungsbedingungen des Routineverfahrens bewertet und ihr vorausgesetzter Wert wird im Verhältnis zu einer höchstzulässigen relativen Abweichung von 60 % überprüft;"

2° Ziffer 4 wird durch Folgendes ersetzt:

"4° "Messunsicherheit": ein nicht negativer Parameter, der die Streuung derjenigen Werte beschreibt, die einer Messgröße vernünftig zugeordnet werden können, wobei das Folgende feststeht:

a) die Schätzung der Messunsicherheit muss alle Phasen eines Analyseverfahrens berücksichtigen, einschließlich der Vorbereitung der Proben;

b) die Berechnung der Messunsicherheit wird durch die Norm ISO 11352 oder durch jegliche sonstige auf internationaler Ebene anerkannte Norm, wie beispielsweise die Norm NBN ISO 5725, bestimmt, und;

c) die Unsicherheit wird mit einem Erweiterungskoeffizienten  $k = 2$  multipliziert, so dass ungefähr 95 % der der Messgröße zugeordneten Werte durch ein Intervall um dem gemessenen Wert gedeckt werden."

**Art. 2** - Art. R.252 des verordnungsrechtlichen Teils von Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird durch die Wörter "und der Richtlinie 2015/1787/EU der Kommission vom 6. Oktober 2015 zur Änderung der Anhänge II und III der Richtlinie 98/83/EG des Rates über die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch" ergänzt.

**Art. 3** - Die Artikel R.255 § 2 bis R.260 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Februar 2011 werden durch Folgendes ersetzt:

"Art. R.255 - § 2. Die allgemeinen Zielsetzungen und der Umfang des Überwachungsprogramms für die Qualität des Wassers für den menschlichen Gebrauch werden in Anhang XXXIII Teil A näher angegeben.

§ 3. Für jedes Wasserversorgungsgebiet hält sich der Wasserversorger:

1° an die zu überwachenden Parameter und die Probenahmehäufigkeiten, die in Anhang XXXIII, Teil B angegeben sind;

2° an die in Anhang XXXIII Teil D festgelegten Probenahmeverfahren und -stellen;

3° an die in Anhang XXXIV vorgeschriebenen Analyseverfahren.

§ 4. Der Minister kann die Überwachungsprogramme der Wasserversorger hinsichtlich der in Paragraph 3 Ziffern 2 und 3 dieses Artikels vorgesehenen Probenahmen und Analysen anpassen, um sie zu ergänzen. Diese Anpassung wird auf der Grundlage des Berichts über den Managementplan zur sanitären Sicherheit des Wassers durchgeführt.

Art. R.256 - § 1. Auf Antrag des Wasserversorgers kann der Minister zulassen, dass von einer oder mehreren, in Punkt 5 des Teils C des Anhangs XXXIII festgelegten Parameterfamilien und von den in Artikel R.255 § 3 Ziffer 1 erwähnten Probenahmehäufigkeiten in bestimmten Wasserversorgungsgebieten und für einen von ihm festgelegten Zeitraum abgewichen wird, vorausgesetzt dass eine Bewertung der Risiken gemäß Anhang XXXIII Teil C durchgeführt wird. Diese Bewertung der Risiken wird der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, Abteilung Umwelt und Wasser, nachstehend die Verwaltung genannt, vom Wasserversorger zur Bekräftigung seines Überwachungsprogramms vorgelegt und zur Genehmigung unterbreitet.

Zu diesem Zweck erstellt der Wasserversorger den Entwurf eines Managementplans zur sanitären Sicherheit des Wassers pro Versorgungsgebiet und übermittelt diesen gleichzeitig mit dem jährlichen Überwachungsprogramm der Verwaltung.

Der Plan umfasst die Bewertung und das Management der Risiken und enthält gegebenenfalls die Häufigkeitsverringerungen oder die Aufschübe der Überwachungen, die für eine oder mehrere Versorgungsgebiete beantragt wurden.

Der Managementplan für die sanitäre Sicherheit des Wassers wird vom Minister genehmigt.



Der Managementplan für die sanitäre Sicherheit des Wassers wird auf Initiative des Wasserversorgers oder auf Anforderung der Verwaltung aktualisiert. Der Wasserversorger vergewissert sich der unveränderten Gültigkeit seines Plans und überprüft ihn mindestens unter folgenden Umständen:

1° in Abhängigkeit von relevanten Veränderungen, zum Beispiel:

- a) im System der Trinkwasserversorgung;
  - b) in den gesetzlichen oder verordnungsrechtlichen Anforderungen, einschließlich der allgemeinen Grundsätze der Risikobewertung;
  - c) bei technischen Spezifikationen und Verfahren;
  - d) im Umfeld, in dem er tätig ist;
- 2° in Abhängigkeit von Vorfällen oder Dringlichkeitsfällen;
- 3° nach jedem bedeutenden gefährlichen Ereignis.

Der Minister gibt die Minimalliste der im Rahmen der Erstellung eines Managementplans zur sanitären Sicherheit des Wassers zu berücksichtigenden Fragen, sowie das Verfahren zur Erstellung dieses Plans an. Er legt die Modalitäten der Beantragung der in Absatz 1 erwähnten Abweichung fest.

§ 2. Der Minister kann bezüglich der in Artikel R.255 § 3 Ziffer 1 erwähnten Probenahmenparameter und -häufigkeiten infolge einer Bewertung der Risiken oder auf der Grundlage von im Rahmen der Überwachung durchgeführten Analyseergebnissen oder auf der Grundlage einer jeden relevanten offiziellen neuen wissenschaftlichen Information über die Qualität des Wasser für den menschlichen Gebrauch, die das Versorgungsgebiet betreffen könnte, ebenfalls die Überwachungsprogramme der Wasserversorger verstärken.

Art. R.257 - § 1. Die in Artikel R.256 § 1 und 2 erwähnten Beschlüsse des Ministers gegenüber den Wasserversorgern werden auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

§ 2. Jedes Mal wenn der Wasserversorger gemäß Artikel D.193 § 1 die betroffenen Verbraucher von der Qualität des Leitungswassers in Kenntnis setzt, übermittelt er ihnen eine Information, in der angegeben wird, dass das Überwachungsprogramm des Wasserversorgers, das ein oder mehrere Versorgungsgebiete deckt, in Anwendung der Paragraphen 1 und 2 auf der Grundlage einer Risikobewertung erstellt wird.

§ 3. Wenn der Verbraucher es beantragt, stellt der Wasserversorger ihm die Zusammenfassung der Ergebnisse der Risikobewertung kostenlos zur Verfügung.

Art. R.258 - Spätestens bis zum Ende des dritten Trimesters übermittelt der Wasserversorger der Verwaltung die Überwachungsprogramme sowie deren Änderungen für das nachfolgende Jahr. Die Art und die Form der zu übermittelnden Informationen werden von dem Minister festgelegt.

Wenn die Akte nicht gemäß der Art und der Form, die der Minister festgesetzt hat, vervollständigt ist, betrachtet die Verwaltung sie als unvollständig und es wird angenommen, dass der Wasserversorger seine Verpflichtungen nicht eingehalten hat.

In diesem Fall sendet die Verwaltung die Akte dem Wasserversorger zurück, der über einen Monat verfügt, um sie formgerecht wieder vorzulegen.

Art. R.259 - § 1. Andere als die in Anhang XXXIV Teil A genannten Verfahren für die mikrobiologischen Parameter dürfen verwendet werden, wenn der Wasserversorger nachweisen kann, dass die erzielten Ergebnisse mindestens genauso zuverlässig sind wie die mit den vorgegebenen Verfahren ermittelten Ergebnisse.

§ 2. Für die in Anhang XXXIV Teil B angeführten chemischen Parameter und Indikatoren kann jedes Verfahren verwendet werden, wenn dabei die in diesen Punkten festgelegten Anforderungen eingehalten werden. Wenn kein Analyseverfahren verwendet wird, das die in Teil B.1 festgelegten minimalen Leistungskriterien erfüllt, sorgt der Wasserversorger dafür, dass die Überwachung mithilfe der bestmöglichen verfügbaren Techniken, die keine übermäßigen Kosten verursachen, durchgeführt wird.

§ 3. Für die Anwendung der Paragraphen 1 und 2 übermittelt der Wasserversorger der Verwaltung das verwendete Verfahren und deren eventuelle Gleichwertigkeit, außer wenn diese Verfahren bereits von der Verwaltung anerkannt worden sind.

Art. R.260 - Der Wasserversorger teilt der Verwaltung die Gesamtheit der Ergebnisse der Überwachungen in Bezug auf ein Kalenderjahr im Laufe des auf dessen Ablauf folgenden Trimesters unter Einhaltung der von dem Minister vorgeschriebenen Form mit.“

**Art. 4** - In Kapitel III des Titels I des Teils III desselben Buches wird der Titel des zweiten, mit der Ziffer 3 nummerierten Abschnittes mit dem Titel "Abweichungen" durch Folgendes ersetzt:

"Abweichungen von bestimmten parametrischen Werten".

**Art. 5** - In Anhang XI desselben Buches, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 2016, werden die in der Spalte BG für die nachstehend aufgezählten Parameter angegebenen Bestimmungsgrenzen durch Folgendes ersetzt:

1° Trübung: BG: 0,3;

2° Ammonium: BQ: 0,1;

3° Ortho-Phosphate: BG: 0,1;

4° Gesamtes Phosphor: BG: 0,25;

5° Cadmium: BG: 0,5 und 0,25 in zu Trinkwasser aufbereitem Oberflächenwasser;

6° Kupfer: BG: 10;

7° Zink: BG = 25;

° Gesamtcyanide: BG: 5;

10° Fluoride: BG: 0,1;

11° Benzo(a)pyren: BG: 3;

12° Endosulfan: BG: 10;

13° 1,2 Dichlorethan: BG: 0,9;

14° Benzol: BG: 0,3;

15° Hexachlorbenzen: BG = 0,01;

16° Hexachlorobutadien: BG: 0,2. "

**Art. 6** - In Anhang XIV Teil B I § 6 desselben Buches, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 2016, wird die in Punkt 6 unter der Tabelle angeführte Anmerkung durch Folgendes ersetzt:

"6. Für die in der Tabelle des Anhangs XXXIV Teil B I angegebenen Parameter werden bei der Messunsicherheit (k = 2) die von dieser Tabelle abgeleiteten Absolutwerte beachtet."

**Art. 7** - In demselben Buch wird der Inhalt des Anhangs XXXIII durch den Inhalt des dem vorliegenden Erlass beigefügten Anhangs 1 ersetzt.

**Art. 8** - In demselben Buch wird der Inhalt des Anhangs XXXIV durch den Inhalt des dem vorliegenden Erlass beigefügten Anhangs 2 ersetzt.

**Art. 9** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.  
Namur, den 30. November 2017

Für die Regierung:  
Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen,  
Tierschutz und Gewerbegebiete  
C. DI ANTONIO

## Anhang I

Anhang XXXIII des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

### ÜBERWACHUNG

TEIL A. Allgemeine Zielsetzungen und Überwachungsprogramme für Wasser für den menschlichen Gebrauch

1. Die Überwachungsprogramme für die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch müssen:

(a) nachweisen, dass die etablierten Maßnahmen zur Überwachung der Risiken für die menschliche Gesundheit über die gesamten Wasserversorgungskette vom Einzugsgebiet über die Entnahme, Aufbereitung und Speicherung bis zur Verteilung wirksam funktionieren und das Wasser an der Stelle der Einhaltung genusstauglich und rein ist;

(b) Informationen über die Qualität des für den menschlichen Gebrauch abgegebenen Wassers bereitstellen, damit der Nachweis erbracht ist, dass die in den Artikeln D.184 et D.185 genannten Verpflichtungen und die Parameterwerte in Anhang R.XXXI eingehalten werden;

(c) die geeignetsten Mittel zur Minderung des Risikos für die menschliche Gesundheit ausweisen.

2. Gemäß Artikel D.188 § 2 richten die Wasserversorger Überwachungsprogramme ein, die den Parametern und Häufigkeiten in Teil B dieses Anhangs entsprechen und Folgendes umfassen:

(a) Entnahme und Analyse einzelner Wasserproben oder

(b) Aufzeichnung der Messungen durch ein kontinuierliches Überwachungsverfahren.

Darüber hinaus können Überwachungsprogramme Folgendes umfassen:

(a) Kontrollen der Aufzeichnungen des Funktions- und Wartungsstatus von Geräten und/oder

(b) Kontrollen des Einzugsgebiets, der Wassergewinnung, der Wasseraufbereitung, der Wasserspeicherung und der Infrastruktur der Wasserverteilung.

3. Die Überwachungsprogramme können auf einer Risikobewertung gemäß Teil C beruhen.

4. Die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, Abteilung Umwelt und Wasser stellt sicher, dass die Überwachungsprogramme der Wasserversorger regelmäßig überprüft und gemäß Artikel R.258 aktualisiert werden.

TEIL B. Parameter und Häufigkeiten

1. Allgemeiner Rahmen

Ein Überwachungsprogramm muss mindestens die in Artikel R.253 genannten Parameter berücksichtigen, einschließlich jener, die für die Bewertung der Auswirkungen der privaten Wasserversorgungsanlagen auf die Wasserqualität an der Stelle der Einhaltung gemäß D.187 § 1 wichtig sind. Bei der Wahl der geeigneten Parameter für die Überwachung müssen die lokalen Gegebenheiten für jedes Wasserverteilungsgebiet berücksichtigt werden.

Die Wasserversorger stellen sicher, dass die in Punkt 2 aufgeführten Parameter mit der jeweiligen Probenahmehäufigkeit gemäß Punkt 3 überwacht werden.

2. Liste der Parameter

*Parameter der Gruppe A*

Die folgenden Parameter (Gruppe A) werden mit der Häufigkeit gemäß Punkt 3 in der Tabelle überwacht:

a) *Escherichia coli* (E. coli), Enterokokkus, koliforme Bakterien, Kolonienzählung bei 22° C;

b) Färbung, Geschmack, Geruch;

c) Trübung; pH-Wert, Leitfähigkeit, Temperatur;

d) Ammonium, Nitrite und Nitrate.

Unter bestimmten Gegebenheiten werden die Parameter der Gruppe A durch die folgenden Parameter ergänzt:

(a) Aluminium und Eisen, wenn diese als Chemikalien zur Wasseraufbereitung verwendet werden;

(b) freies Restchlor, wenn die Desinfektion mit Natriumhypochlorit oder gasförmigem Chlor durchgeführt wird;

(c) andere Parameter des Anhangs XXXI, die im Überwachungsprogramm als relevant betrachtet werden, gegebenenfalls im Anschluss einer Risikobewertung, wie in Teil C angegeben.

*Parameter der Gruppe B*

Um festzustellen, ob alle in Anhang XXXI festgelegten Parameterwerte beachtet werden, werden alle sonstigen Parameter, die nicht im Rahmen der Gruppe A analysiert werden und die gemäß Artikel R.253 festgelegt wurden, mindestens mit den in Punkt 3 in der Tabelle aufgeführten Häufigkeiten analysiert.

## 3. Probenahmehäufigkeiten

*Mindesthäufigkeit der Probenahme und Analyse für die Überwachung der Einhaltung*

Menge des in einem Versorgungsgebiet pro Tag abgegebenen oder produzierten Wassers (siehe Anmerkungen 1 und 2) m <sup>3</sup>	Parameter der Gruppe A Anzahl Proben pro Jahr	Parameter der Gruppe B Anzahl Proben pro Jahr
≤ 100 ( <b>Bemerkung3</b> )	6	1
> 100 et ≤ 1000	12	1
> 1 000 et ≤ 3 300	24	2
> 3 300 et ≤ 6 600	36	3
> 6 600 et ≤ 9 900	48	4
> 9 900 et ≤ 13 200	60	5
> 13 200 et ≤ 20 000	72	5
> 20 000 et ≤ 30 000	96	6
> 30 000 et ≤ 40 000	132	7
> 40 000 et ≤ 50 000	168	8
> 50 000 et ≤ 60 000	204	9
> 60 000 et ≤ 70 000	234	10
> 70 000 et ≤ 80 000	264	11
> 80 000 et ≤ 90 000	294	12
> 90 000 et ≤ 100 000	324	13
> 100 000 et ≤ 120 000	360	14
> 120 000	360 + 30 für jede neue angebrochene Tranche von 10 000 m <sup>3</sup> /Tag	14 + 1 für jede neue angebrochene Tranche von 25 000 m <sup>3</sup> /Tag

Anmerkung 1: ein Versorgungsgebiet ist ein geografisch definiertes Gebiet, in dem das Wasser für den menschlichen Gebrauch aus einer oder mehreren Quellen kommt und die Wasserqualität als nahezu einheitlich angesehen werden kann

Anmerkung 2: die Mengen werden als Mittelwerte über ein Kalenderjahr hinweg berechnet.

Anmerkung 3: was die privaten Versorgungsanlagen von weniger als 100 m<sup>3</sup> pro Tag betrifft, für die gemäß Artikel D.182 § 1 Ziffer 3 keine Ausnahme zugelassen wurde, und für die eine vorherige Überwachung der Parameter der Gruppen A und B ein zufriedenstellendes Ergebnis gebracht haben, kann das Programm auf 3 Überwachungen der Parameter der Gruppe A pro Jahr herabgesetzt werden. Wenn die Überwachungen der Parameter der Gruppe A alarmierende Ergebnisse aufweisen, wird das Überwachungsprogramm mit dem Einverständnis des Ministers inhaltlich und in Bezug auf die Häufigkeit revidiert.

Anmerkung 4: bei zeitweiliger kurzfristiger Wasserversorgung wird die Häufigkeit der Kontrollen von in Tankfahrzeugen bereitgestelltem Wasser wie folgt festgelegt:

- eine ursprüngliche Überwachung der Parameter der Gruppe A;

- gegebenenfalls ergänzende Überwachungen, die je nach Fall von der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, Abteilung Umwelt und Wasser, festgelegt werden.

## TEIL C. Risikobewertung

1. Die Risikobewertung muss sich auf die allgemeinen Grundsätze der Risikobewertung stützen, die in Verbindung mit internationalen Normen wie der Norm NBN EN 15975-2 betreffend die Sicherheit der Trinkwasserversorgung und Leitlinien für das Risiko- und Krisenmanagement aufgestellt wurden.

2. Bei der Risikobewertung werden im Einklang mit den Artikeln R.43bis, R.103 und mit Anhang IV des vorliegenden Gesetzbuches die Ergebnisse der Überwachungsprogramme berücksichtigt, die aufgrund des Artikels D.168 Absatz 3 und aufgrund des Artikels D.19 für die in Artikel D.168 angeführten Wasserkörper festgelegt wurden, die durchschnittlich mehr als 100 m<sup>3</sup> täglich liefern.

3. Auf Basis der Ergebnisse der Risikobewertung wird die Parameterliste in Punkt 2 des Teils B erweitert und/oder werden die Probenahmehäufigkeiten in Punkt 3 des Teils B erhöht, wenn eine der folgenden Bedingungen zutrifft:

(a) die Liste der Parameter oder Häufigkeiten gemäß dem vorliegenden Anhang reicht nicht aus, um die gemäß Artikel D.188 § 1 auferlegten Verpflichtungen zu erfüllen;

(b) für die Zwecke von Artikel D.188 § 4 ist eine weitere Überwachung erforderlich;

(c) es ist notwendig, die erforderliche Sicherheit gemäß Punkt 1 a) des Teils A zu gewährleisten.

4. Auf Basis der Ergebnisse der Risikobewertung können die Parameterliste in Punkt 2 des Teils B und die Probenahmehäufigkeiten in Punkt 3 des Teils B verringert werden, wenn die folgenden Bedingungen zutreffen:

(a) die Häufigkeit der Probenahmen zum Nachweis von E. coli, sowie die anderen Parameter der in Punkt 5 erwähnten Familien F1, F2 und F3, darf in keinem Fall geringer sein als in Punkt 3 des Teils B vorgesehen;

(b) für alle anderen Parameter gilt:

i) Ort und Häufigkeit der Probenahmen werden, unter Berücksichtigung von Artikel D.187, in Abhängigkeit vom Ursprung des Parameters und den Schwankungen und langfristigen Trends seiner Konzentration bestimmt;

ii) die in Punkt 3 des Teils B genannte Mindesthäufigkeit der Probenahmen zum Nachweis eines Parameters darf dann verringert werden, wenn die Ergebnisse aus Proben, die regelmäßig über einen Zeitraum von mindestens drei Jahren an für das gesamte Versorgungsgebiet repräsentativen Probenahmestellen genommen werden, weniger als 60 % des Parameterwerts betragen;

iii) eine oder mehrere Parameterfamilien dürfen dann von der Liste der zu überwachenden Parameter gemäß Punkt 2 des Teils B gestrichen werden, wenn die Ergebnisse aus Proben, die regelmäßig über einen Zeitraum von mindestens drei Jahren an für das gesamte Versorgungsgebiet repräsentativen Probenahmestellen genommen werden, weniger als 30 % des betreffenden Parameterwerts betragen;

iv) die Streichung einer oder mehrerer bestimmter, in Punkt 2 des Teils B genannter Parameterfamilien aus der Liste der zu überwachenden Parameter beruht auf dem Ergebnis der Risikobewertung, in das die Ergebnisse der Überwachung der Ressourcen eingeflossen sind, aus denen das für den menschlichen Gebrauch bestimmte Wasser gewonnen wird, und das bestätigt, dass im Einklang mit den Artikeln D.180 und D.184 die menschliche Gesundheit vor nachteiligen Einflüssen geschützt ist, die sich aus einer etwaigen Verunreinigung des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers ergeben;

v) die Verringerung der Probenahmehäufigkeit oder die Streichung eines Parameters aus der Liste der zu überwachenden Parameter gemäß den Punkten ii) und iii) ist nur zulässig, wenn die Risikobewertung bestätigt, dass kein Umstand abzusehen ist, der eine Verschlechterung der Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers verursachen würde.

5. Der Antrag auf die in Punkt 4 erwähnten Häufigkeitsverringerung betrifft eine oder mehrere folgendermaßen gruppierte Parameterfamilien:

*Parameter der Gruppe A (bei hoher Frequenz gemessen)*

F1. Mikrobiologische Parameter: E coli, Enterokokkus, koliforme Bakterien, GKZ bei 22 °C

F2. Organoleptische Parameter: Farbe, Geruch, Geschmack

F3. Operationelle Parameter: Trübung, pH-Wert, Leitfähigkeit, freies Restchlor, Temperatur

F4. Parameter der Stickstoffbilanz: Nitrate, Nitrite, Ammonium

*Parameter der Gruppe B (bei niedriger Frequenz gemessen)*

F5. Pestizide

F6. PAK (Polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe)

F7. THM (Trihalomethane)

F8. Chlorhaltige Lösungsmittel und andere Kohlenwasserstoffe

F9. Metalle 1 (Bestandteile der Ausrüstungen): Cu, Cr, Cd, Ni, Pb, Sb, Zn

F10. Metalle 2: As, Hg, SE

F11. Operationelle Metalle: Al, Fe, Mn

F12. Gesamthärte und Katione (Na, K, Ca, Mg)

F13. Bor und Phosphor

F14. Bromate

F15. Cyanide

F16. Anione: die anorganischen Anione mit Ausnahme von Bromat und Cyanid

F17. Organische Stoffe: Oxidierbarkeit oder gesamter organischer Kohlenstoff (TOC)

F18. Zusätzliche mikrobiologische Parameter: Clostridium perfringens (einschließlich Sporen) und GKZ bei 36 °C

TEIL D. Probenahmeverfahren und Probenahmestellen

1. Die Probenahmestellen werden so bestimmt, dass die Parameterwerte an den in Artikel D.187 § 1 definierten Stellen der Einhaltung eingehalten werden. Bei einem Verteilungsnetz kann der Wasserversorger für bestimmte Parameter alternativ Proben innerhalb des Versorgungsgebiets oder in den Aufbereitungsanlagen entnehmen, wenn daraus nachweislich keine nachteiligen Veränderungen beim gemessenen Wert des betreffenden Parameters resultieren. Die Probenahmen sind nach Möglichkeit zeitlich und örtlich gleichmäßig zu verteilen.

2. Die Probenahme an den Stellen der Einhaltung genügt folgenden Anforderungen:

(a) Die Proben zur Überwachung der Einhaltung von bestimmten chemischen Parametern (vor allem Kupfer, Blei und Nickel) werden ohne Vorlauf an der Zapfstelle des Verbrauchers entnommen. Zu einer zufälligen Tageszeit wird eine Probe von einem Liter entnommen (Zufallsstichprobe). Der Wasserversorger kann alternativ Verfahren mit vorgegebener Stagnationszeit anwenden, wie sie vom Minister näher angegeben werden, sofern dies auf Ebene des Versorgungsgebiets nicht zu weniger Fällen der Nichteinhaltung führt als die Zufallsstichprobe;

(b) die Probe zur Überwachung der Einhaltung von mikrobiologischen Parametern an der Stelle der Einhaltung wird nach NBN EN ISO 19458, Zweck B, entnommen und gehandhabt;

3. Die Probenahme im Verteilungsnetz, ausgenommen die Probenahme an der Zapfstelle des Verbrauchers, entspricht der Norm ISO 5667-5. Im Hinblick auf mikrobiologische Parameter werden die Proben im Verteilungsnetz nach NBN EN ISO 19458, Zweck A, entnommen und gehandhabt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2017 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die Überwachung der Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch betrifft, beigefügt zu werden.

Namur, den 30. November 2017

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,  
Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

## Anlage II

Anhang XXXIV des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet  
SPEZIFIKATIONEN FÜR DIE ANALYSE DER PARAMETER

Gemäß Artikel D.188 § 3 stellen die Wasserversorger und die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, Abteilung Umwelt und Wasser sicher, dass die für die Zwecke der Überwachung und zum Nachweis der Konformität des Wassers für den menschlichen Gebrauch verwendeten Analyseverfahren im Einklang mit der Norm EN ISO 17025 oder anderen gleichwertigen international anerkannten Normen validiert und dokumentiert werden. Überwachungsprogramme der Wasserversorger regelmäßig überprüft und gemäß Artikel D.188 aktualisiert werden, außer im Falle der organoleptischen Parameter (Farbe, Geruch, Geschmack). Die Wasserversorger und die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, Abteilung Umwelt und Wasser tragen dafür Sorge, dass die Laboratorien oder deren Vertragspartner Qualitätsmanagementverfahren anwenden, die mit der Norm EN ISO/IEC 17025 oder anderen gleichwertigen international anerkannten Normen im Einklang stehen.

## TEIL A. Mikrobiologische Parameter für die für die Analyseverfahren spezifiziert sind

Die nachstehenden Grundsätze, die die Verfahren zur Berechnung der mikrobiologischen Parameter regeln, werden entweder als Referenz jedes Mal wenn ein CEN/ISO-Verfahren angegeben wird, oder zur Orientierung in Erwartung der eventuellen zukünftigen Genehmigung durch die Kommission anderer internationaler CEN/ISO-Verfahren für diese Parameter gegeben.

Andere Verfahren können verwendet werden, unter der Bedingung, dass die Bestimmungen des Artikels R. 259 eingehalten werden.

## Verfahren für mikrobiologische Parameter:

- a) Escherichia coli (E. coli) und coliforme Bakterien (EN ISO 9308-1 oder EN ISO 9308-2);
- b) Enterokokken (EN ISO 7899-2);
- c) Pseudomonas aeruginosa (EN ISO 16266);
- d) Zählung kultivierbarer Mikroorganismen - Koloniezahl bei 22 °C (EN ISO 6222);
- e) Zählung kultivierbarer Mikroorganismen - Koloniezahl bei 36°C (EN ISO 6222);
- f) Clostridium perfringens, einschließlich Sporen (EN ISO 14189).

## TEIL B. Chemische Parameter und Indikatorparameter, für die Verfahrenskennwerte spezifiziert sind

## 1. Chemische Parameter und Indikatorparameter

Für die Parameter in der nachstehenden Tabelle sollten die spezifizierten Verfahrenskennwerte gewährleisten, dass das verwendete Analyseverfahren mindestens geeignet ist, dem Parameterwert entsprechende Konzentrationen mit der in Artikel R.42sexies Ziffer 2 definierten Bestimmungsgrenze von 30 % oder weniger des betreffenden Parameterwerts und der in der nachstehenden Tabelle spezifizierten Messunsicherheit gemäß Artikel R.42sexies Ziffer 4 zu messen. Das Ergebnis ist mit mindestens derselben Anzahl signifikanter Stellen anzugeben wie bei dem jeweiligen Parameterwert in Anhang XXXI Teile B und C.

Für die Parameter der nachstehenden Tabelle, die ebenfalls in Anhang XI für die Überwachung des Grundwassers und des zu Trinkwasser aufbereitbaren Oberflächenwassers angegeben werden, darf die maximale Bestimmungsgrenze im Wasser für den menschlichen Gebrauch außerdem nicht diejenige überschreiten, die in Anhang XI angegeben wird.

Die in der nachstehenden Tabelle spezifizierte Messunsicherheit ist nicht als zusätzliche Toleranz für die Parameterwerte gemäß Anhang XXXI zu verwenden.

Tabelle: Mindestverfahrenskennwert "Messunsicherheit"

Parameter	Messunsicherheit (siehe Anmerkung 1)	Anmerkungen
	% des Parameterwerts (ausgenommen pH-Wert)	
Aluminium	25	
Ammonium	40	
Antimon	40	
Arsen	30	
Benzo(a)pyren	50	siehe Anmerkung 2
Benzol	40	
Bor	25	
Bromat	40	
Cadmium	25	
Chlorid	15	
Chrom	30	
Leitfähigkeit	20	
Kupfer	25	siehe Anmerkung 11
Cyanid	30	siehe Anmerkung 3
1,2-Dichloroethan	40	
Fluoride	20	
Konzentration an Wasserstoffionen (ausgedrückt in pH-Einheiten)	0,2	siehe Anmerkung 4

Parameter	Messunsicherheit (siehe Anmerkung 1)	Anmerkungen
	% des Parameterwerts (ausgenommen pH-Wert)	
Eisen	30	
Blei	25	
Mangan	30	
Quecksilber	30	
Nickel	25	
Nitrate	15	
Nitrite	20	
Oxidierbarkeit	50	siehe Anmerkung 5
Pestizide	30	siehe Anmerkung 6
Polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe	50	siehe Anmerkung 7
Selen	40	
Natrium	15	
Sulfate	15	
Tetrachlorethylen	30	siehe Anmerkung 8
Trichlorethylen	40	siehe Anmerkung 8
Trihalomethane insgesamt	40	siehe Anmerkung 7
Gesamter organischer Kohlenstoff (TOC)	30	siehe Anmerkung 9
Trübung	30	siehe Anmerkung 10
Freies Restchlor	25	
Zink	25	siehe Anmerkung 11

Anmerkung 1: Die Messunsicherheit wird auf der Ebene des Parameterwertes geschätzt, soweit nicht anders angegeben. In der Praxis wird die Messunsicherheit in einer Konzentration berechnet, die höchstens dem Parameterwert entspricht und liegt in der Eichkurve des Verfahrens. Die Messunsicherheit wird in einer als Verzerrungswert (als absoluter Wert genommene Richtigkeit) gegebenen Konzentration berechnet, die mehr oder weniger zweimal der Standardabweichung der Zufallskomponente (Präzision) entspricht.

Anmerkung 2: Kann der Wert der Messunsicherheit nicht erreicht werden, so sollte die beste verfügbare Technik gewählt werden (bis zu 60 %).

Anmerkung 3: Mit dem Verfahren sollte der Gesamtcyanidgehalt in allen Formen bestimmt werden können.

Anmerkung 4: Werte für Richtigkeit, Präzision und Messunsicherheit werden in pH-Einheiten ausgedrückt.

Anmerkung 5: Referenzverfahren: EN ISO 8467

Anmerkung 6: Die Verfahrenskennwerte für einzelne Pestizide dienen als Hinweis. Messunsicherheitswerte von lediglich 30 % können bei mehreren Pestiziden erzielt werden, höhere Werte bis zu 80 % können für einige Pestizide zugelassen werden, insbesondere Deisopropylatrazin (50 %).

Anmerkung 7: Die Verfahrenskennwerte gelten für einzelne spezifizierte Stoffe bei 25 % des Parameterwerts in Anhang XXXI Teil B.

Anmerkung 8: Die Verfahrenskennwerte gelten für einzelne spezifizierte Stoffe bei 50 % des Parameterwerts in Anhang XXXI Teil B.

Anmerkung 9: Die Messunsicherheit sollte auf 3 mg/l des gesamten organischen Kohlenstoffs (TOC) geschätzt werden. Zu verwenden ist die Norm CEN 1484 - Anleitungen zur Bestimmung des gesamten organischen Kohlenstoffs (TOC) und des gelösten organischen Kohlenstoffs (DOC).

Anmerkung 10: Die Messunsicherheit sollte im Einklang mit der Norm EN ISO 7027 auf 1,0 NTU (nephelometrische Trübungseinheiten Formazin) geschätzt werden.

Anmerkung 11: In dem zu Trinkwasser aufbereitbaren Rohwasser und in den Aufbereitungsanlagen muss die Messunsicherheit außerdem die Vorschriften des Artikels R.43bis-4 § 4 einhalten.

2. Die Parameter Acrylamid, Epichlorhydrin und Vinylchlorid sind in den betroffenen Wasserversorgungsgebieten je nach den spezifizierten Qualitätskriterien für ein in der Vertriebskette verwendetes Produkt zu überwachen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2017 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die Überwachung der Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch betrifft, beigefügt zu werden.

Namur, den 30. November 2017

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,  
Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/206739]

**30 NOVEMBER 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, betreffende de controle op de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemde water**

De Waalse Regering,

Gelet op boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, artikel D.188;

Gelet op het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op zijn reglementair deel;

Gelet op het advies van de Beleidsgroep "Leefmilieu", uitgebracht op 6 juli 2017;

Gelet op het rapport van 24 augustus 2017 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 62.221/4 van de Raad van State, gegeven op 25 oktober 2017 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de Wereldgezondheidsorganisatie een aanpak heeft gevolgd, die erin bestaat beheersplannen voor de sanitaire veiligheid van het water inzake de beoordeling en het beheer van de risico's op te maken;

Overwegende dat het noodzakelijk is om over te gaan tot aanpassingen in de wetenschappelijke en technische vooruitgang van de regels betreffende de controle en de analyse van de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemde water;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel R.42sexies van het reglementair Deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2001 en vernummerd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° 2° wordt vervangen als volgt:

"2° "bepalingsgrens": een vermeld veelvoud van de aantoonbaarheidsgrens bij een concentratie van de te bepalen grootheid die redelijkerwijs met een aanvaardbaar nauwkeurigheds- en precisieniveau kan worden bepaald. De bepalinggrens kan met behulp van een geschikte standaard of een geschikt monster worden berekend en kan vanaf het laagste kalibratiepunt op de kalibratiecurve, met uitzondering van de blanco, worden verkregen. De bepalinggrens wordt op een reële matrix geëvalueerd, namelijk een water representatief voor het toepassingsgebied van de methode, die het te meten element niet bevat. Indien het onmogelijk is, bereidt het laboratorium een synthetische oplossing voor, die zo representatief mogelijk is voor de betrokken matrix. De bepalinggrens wordt geëvalueerd onder de toepassingsvoorwaarden voor de gebruikelijke methode en de veronderstelde waarde ervan wordt gecontroleerd ten opzichte van een aanvaardbare maximale relatieve afwijking van 60 % ;";

2° 4° wordt vervangen als volgt:

"4° "meetonzekerheid": de absolute waarde van de parameter die de spreiding karakteriseert van de waarden die redelijkerwijs kunnen worden toegekend aan een meetgrootte met dien verstande dat :

a) de raming van de onzekerheid alle stappen van een analysemethode met inbegrip van de voorbereiding van de monsters in aanmerking moet nemen;

b) de berekening van de onzekerheid in de ISO-norm 11352 of in elke andere gelijkwaardige norm die op internationaal niveau erkend is, zoals de norm NBN ENV 13005, wordt bepaald en;

c) de onzekerheid met een verliesfactor  $k=2$  wordt vermenigvuldigd zodat ongeveer 95 % van de aan de meetgrootte toegekende waarden gedekt worden door een interval rond de gemeten waarde."

**Art. 2.** Artikel R.252 van het reglementair deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt aangevuld met de woorden "en van Richtlijn 2015/1787/EU van de Commissie van 6 oktober 2015 tot wijziging van de bijlagen II en III bij Richtlijn 98/83/EG van de Raad betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water".

**Art. 3.** De artikelen R.255, § 2, tot R.60 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 februari 2011, worden vervangen als volgt:

"Art. R.255. § 2. De algemene doelstellingen en de reikwijdte van het programma voor de controle van voor menselijke consumptie bestemd water worden in bijlage XXXIII, Deel A, bepaald.

§ 3. Voor elk distributiegebied schikt de leverancier zich naar:

1° de te controleren parameters en de frequentie van de monsternemingen bedoeld in bijlage XXXIII, Deel B;

2° de methodes en plaatsen van monsternemingen bedoeld in bijlage XXXIII, Deel D;

3° de analysemethodes voorgeschreven bij bijlage XXXIV.

§ 4. De Minister kan de controleprogramma's van de leveranciers in termen van bemonstering en analyses bedoeld in § 3, 2° en 3° van dit artikel, aanpassen om ze aan te vullen. Deze aanpassing wordt verricht op grond van het verslag van het beheersplan voor de sanitaire veiligheid van het water.

Art. R.256. § 1. Op verzoek van de leverancier kan de Minister ertoe machtigen om af te wijken van één of meerdere parameters bepaald in punt 5 van Deel C van bijlage XXXIII en van de bemonsteringsfrequenties bedoeld in artikel R.255, § 3, 1°, in bepaalde distributiegebieden en voor de door hem bepaalde duur, mits een risicobeoordeling wordt uitgevoerd overeenkomstig bijlage XXXIII, Deel C. Deze risicobeoordeling wordt afgeleverd door de leverancier ter staving van zijn controleprogramma en wordt ter goedkeuring voorgelegd aan het operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst, Departement Leefmilieu en Water, hierna de Administratie genoemd.

Daartoe maakt de leverancier een project van beheersplan voor de sanitaire veiligheid van het water per distributiegebied op en maakt het over aan de Administratie op hetzelfde ogenblik als het jaarlijkse controleprogramma.

Het plan omvat de beoordeling en het beheer van de risico's en bepaalt, in voorkomend geval, de frequentieverminderingen of de controle-uitstellen gevraagd voor één of meerdere distributiegebieden.

Het beheersplan voor de sanitaire veiligheid van het water wordt door de Minister goedgekeurd.

Het beheersplan voor de sanitaire veiligheid van het water wordt bijgewerkt op initiatief van de leverancier of op verzoek van de Administratie. De leverancier vergewist zich van de voortdurende geldigheid van zijn plan en onderzoekt het opnieuw minstens in de volgende gevallen:

1° in antwoord op relevante veranderingen, bij voorbeeld op het gebied van:

- a) het drinkwatervoorzieningsstelsel;
- b) de juridische of reglementaire eisen, met inbegrip van de algemene principes van de risicobeoordeling;
- c) de technische specificaties en de procedures;
- d) het leefmilieu waarin hij handelt;

2° in antwoord op incidenten of spoedgevallen;

3° na elk significant gevaarlijk gebeurtenis.

De Minister bepaalt de minimale lijst van de vragen die in aanmerking genomen moeten worden in het kader van de opmaak van een beheersplan voor de sanitaire veiligheid van het water alsook de methode voor het opmaken van dit plan. Hij bepaalt de modaliteiten van de in het eerste lid bedoelde afwijkingaanvraag.

§ 2. De Minister kan ook de controleprogramma's van de waterleveranciers versterken wat betreft de bemonsteringsparameters en -frequenties bedoeld in artikel R.255, § 3, 1°, ten gevolge van een risicobeoordeling of op basis van resultaten van analyses uitgevoerd in het kader van het toezicht of op basis van elke nieuwe relevante officiële wetenschappelijke informatie betreffende de voor kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water, die het distributiegebied zou kunnen treffen.

Art. R.257. § 1. De in artikel R.256, § 1 en 2 bedoelde beslissingen van de Minister tegenover de leveranciers worden bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 2. Gegevens met vermelding dat het controleprogramma van de leverancier voor één of meerdere distributiegebieden, overeenkomstig de § 1 en 2, op basis van een risicobeoordeling wordt opgemaakt, worden door de leverancier aan de betrokken consumenten overgemaakt telkens als hij hen over de kwaliteit van het gedistribueerd water overeenkomstig artikel D.193, § 1, informeert.

§ 3. Als de consument erom verzoekt, stelt de leverancier de samenvatting van de resultaten van de risicobeoordeling gratis te zijner beschikking.

Art. R. 258. Uiterlijk tegen het einde van het derde kwartaal deelt de leverancier de controleprogramma's, evenals hun wijzigingen voor het volgende jaar, aan de Administratie mede. De aard en de vorm van de over te maken gegevens worden door de Minister vastgesteld.

Als het dossier niet overeenkomstig de aard en de vorm van de door de Minister bepaalde gegevens is ingevuld, beschouwt de Administratie het dossier als onvolledig en de leverancier wordt geacht zijn verplichtingen niet te zijn nagekomen.

In dat geval stuurt de Administratie het dossier naar de leverancier terug, die over één maand beschikt om het vormelijk in orde opnieuw in te dienen.

Art. R.259. § 1. Er kunnen andere methodes dan die bepaald bij bijlage XXXIV, Deel A, worden gebruikt op voorwaarde dat de leverancier kan bewijzen dat de verkregen resultaten minstens even betrouwbaar zijn als de resultaten verkregen door de vastgestelde methodes

§ 2. Voor de parameters opgenomen in bijlage XXXIV, deel B.1., kan elke analysemethode worden gebruikt op voorwaarde dat de vereisten die onder die punten bepaald worden, in acht worden genomen. Indien geen analysemethode bestaat die voldoet aan de minimale prestatiekenmerken van deel B.1., zorgt de leverancier ervoor dat de controle wordt uitgevoerd met gebruikmaking van de beste beschikbare technieken die geen buitensporige kosten meebrengen.

§ 3. Voor de toepassing van de paragrafen 1 en 2 deelt de leverancier de gebruikte methodes en hun eventuele gelijkwaardigheid aan de Administratie mee, behalve indien die methodes reeds door de Administratie erkend zijn.

Art. R.260. De leverancier deelt alle resultaten met betrekking tot één kalenderjaar aan de Administratie mee in de loop van het kwartaal volgend op het verstrijken van het kalenderjaar, en in de door de Minister bepaalde vormen."

**Art. 4.** In Hoofdstuk III, Titel I, Deel III, van hetzelfde Boek, wordt het opschrift van de tweede afdeling, nummer 3 en met als opschrift "Afwijkingen", vervangen als volgt:

"Afwijkingen van sommige parametrische waarden".

**Art. 5.** In bijlage XI bij hetzelfde Boek, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 2016, worden de bepaalbaarheidsgrenzen bedoeld in kolom LQ voor de hieronder vermelde parameters vervangen als volgt:

1° Troebelheid: LQ : 0,3;

2° Ammonium : LQ : 0,1;

3° Orthofosfaten : LQ : 0,1;

4° Totaal fosfor: LQ : 0,25;

5° Cadmium : LQ : 0,5 en 0,25 in tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater;

6° Koper : LQ : 10;

7° Zink : LQ =25;

8° Totale cyaniden : LQ : 5;

10° Fluoriden : LQ : 0,1;

11° Benzo(a)pyreen : LQ : 3;

12° Endosulfan : LQ : 10;

13° 1,2-Dichloorethaan : LQ : 0,9;

14° Benzeen : LQ : 0,3;

15° Hexachloorbenzeen : LQ = 0,01;

16° Hexachloorbutadien : LQ : 0,2."

**Art. 6.** In bijlage XIV, deel B I, § 6, bij hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 2016, wordt de nota vermeld in punt 6 onder de tabel vervangen als volgt:

"6. Voor de parameters vermeld in de tabel van bijlage XXXIV, deel B I, leeft de meetonzekerheid (k = 2) de van die tabel afgetrokken absolute waarden na."



**Art. 7.** In hetzelfde Wetboek wordt de inhoud van bijlage XXXIII vervangen door de inhoud van de bij dit besluit gevoegde bijlage 1.

**Art. 8.** In hetzelfde Wetboek wordt de inhoud van bijlage XXXIV vervangen door de inhoud van de bij dit besluit gevoegde bijlage 2.

**Art. 9.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 30 november 2017.

Voor de Regering :  
De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer,  
Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

### Bijlage I

Bijlage XXXIII bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

#### CONTROLE

DEEL A. Algemene doelstellingen en controleprogramma's voor het voor menselijke consumptie bestemde water

1. Met de programma's voor de controle van voor menselijke consumptie bestemd water:

(a) moet worden nagegaan of de geldende maatregelen om risico's voor de gezondheid van de mens te beheersen in de volledige watertoeleveringsketen vanaf het wingebed, over de onttrekking, de behandeling en de opslag tot en met de distributie doeltreffend zijn en of het water op het punt waar aan de parameterwaarden moet worden voldaan, gezond en schoon is;

(b) moet informatie worden verstrekt over de kwaliteit van het voor menselijke consumptie bestemde water om aan te tonen dat wordt voldaan aan de verplichtingen die zijn vastgesteld in de artikelen D.184 en D.185 en aan de parameterwaarden vastgesteld in bijlage R.XXXI;

(c) moeten de geschikteste middelen worden vastgesteld om het risico voor de gezondheid van de mens te beperken.

2. Overeenkomstig artikel D.188, § 2, stellen de leveranciers controleprogramma's op die voldoen aan de parameters en frequenties vermeld in deel B van deze bijlage en die bestaan uit:

(a) het nemen en het analyseren van punctuele watermonsters, of

(b) metingen die in het kader van een doorlopend proces van controle worden geregistreerd.

Daarnaast kunnen de controleprogramma's bestaan uit:

a) inspectie van bescheiden met betrekking tot de functionaliteit en de staat van onderhoud van de installatie, en/of

(b) inspectie van het stroomgebied en de infrastructuur voor de onttrekking, de behandeling, de opslag en de distributie van water.

3. Controleprogramma's kunnen worden gebaseerd op een risicobeoordeling zoals vermeld in deel C.

4. Het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Departement Leefmilieu en Water zorgt ervoor dat de controleprogramma's van de waterleveranciers voortdurend worden geëvalueerd en overeenkomstig artikel R.258 worden bijgewerkt.

#### DEEL B. Parameters en frequenties

##### 1. Algemeen kader

In een controleprogramma moet rekening worden gehouden met de in artikel R.253 bedoelde parameters, met inbegrip van de parameters die belangrijk zijn om de impact van de privé-installaties voor waterdistributie op de kwaliteit van het water te bepalen op het punt waar aan de parameterwaarden moet worden voldaan, zoals vastgesteld in artikel D.187, § 1. Bij de keuze van geschikte parameters voor controle moeten de lokale omstandigheden voor elk waterdistributiezone in overweging worden genomen.

De leveranciers controleren de parameters van punt 2 overeenkomstig de desbetreffende bemonsteringsfrequenties van punt 3.

##### 2. Lijst van parameters

###### *Parameters groep A*

De volgende parameters (groep A) worden gecontroleerd overeenkomstig de controlefrequenties zoals vastgesteld in de tabel van punt 3:

a) *Escherichia coli* (*E. coli*), enterokokken, colibacteriën, telling kolonies bij 22 °C;

b) kleur, smaak, geur;

c) troebelingsgraad, pH, geleidbaarheid, temperatuur;

d) ammonium, nitriet en nitraten.

Onder specifieke omstandigheden worden de volgende parameters toegevoegd aan de parameters van groep A:

(a) aluminium en ijzer, indien gebruikt als chemicaliën voor waterbehandeling.

(b) de residuële vrije chloor wanneer de ontsmetting gebeurt met natriumhypochloriet of gasvormig chloor;

(c) andere parameters van bijlage XXXI die als relevant zijn aangemerkt in het controleprogramma, in voorkomend geval, door middel van een risicobeoordeling zoals vermeld in deel C.

###### *Parameters groep B*

Om te bepalen of aan alle parameterwaarden van bijlage XXXI is voldaan, worden alle andere parameters die niet in het kader van groep A zijn geanalyseerd en die zijn vastgesteld overeenkomstig artikel R.253, minstens overeenkomstig de frequenties van de tabel van punt 3 gecontroleerd.

## 3. Bemonsteringsfrequenties

*Minimumfrequentie voor monsterneming en analyse voor nalevingscontrole*

Dagelijks binnen een leveringsgebied gedistribueerde of geproduceerde hoeveelheid water (zie opmerkingen 1 en 2) m <sup>3</sup>	Parameter groep Aantal monsternemingen per jaar	Parameter groep B Aantal monsternemingen per jaar
≤ 100 ( <b>opmerking 3</b> )	6	1
> 100 et ≤ 1 000	12	1
> 1 000 et ≤ 3 300	24	2
> 3 300 et ≤ 6 600	36	3
> 6 600 et ≤ 9 900	48	4
> 9 900 et ≤ 13 200	60	5
> 13 200 et ≤ 20 000	72	5
> 20 000 et ≤ 30 000	96	6
> 30 000 et ≤ 40 000	132	7
> 40 000 et ≤ 50 000	168	8
> 50 000 et ≤ 60 000	204	9
> 60 000 et ≤ 70 000	234	10
> 70 000 et ≤ 80 000	264	11
> 80 000 et ≤ 90 000	294	12
> 90 000 et ≤ 100 000	324	13
> 100 000 et ≤ 120 000	360	14
> 120 000	360 + 30 voor elke 10 000 m <sup>3</sup> /d en nieuwe fractie daarvan van de totale hoeveelheid	14 + 1 voor elke 25 000 m <sup>3</sup> /d en nieuwe fractie daarvan van de totale hoeveelheid

Opmerking 1: een leveringsgebied is een geografisch afgebakend gebied waarbinnen het voor menselijke consumptie bestemde water afkomstig is uit één of enkele bronnen en waarbinnen het water kan worden geacht van vrijwel uniforme kwaliteit te zijn

Opmerking 2: de hoeveelheden zijn gemiddelden berekend over een kalenderjaar.

Opmerking 3: wat betreft de private leveringen van minder dan 100 m<sup>3</sup> per dag en niet uitgezonderd overeenkomstig artikel D.182, § 1, 3<sup>o</sup>, waarvoor een voorafgaandelijk controle van de parameters van de groepen A en B een bevredigend resultaat heeft gegeven, kan het programma verminderd worden tot 3 controles van de parameters van groep A per jaar. Wanneer de controles van de parameters van groep A alarmerende resultaten geven, wordt het controleprogramma zowel inhoudelijk als voor de frequenties herzien, met de toestemming van de Minister.

Opmerking 4: bij een tussentijdse bevoorrading met een kortere termijn wordt de frequentie van de controle van het water verdeeld met een tankwagen of -schip als volgt vastgesteld:

- een aanvankelijke controle van de parameters van groep A;

- in voorkomend geval, bijkomende controles geval per geval vastgesteld door het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Departement Leefmilieu en Water.

## DEEL C. Risicobeoordeling

1. De risicobeoordeling gebeurt op basis van de algemene beginselen van risicobeoordeling zoals vastgesteld met betrekking tot internationale normen zoals norm NBN EN 15975-2 inzake het veiligstellen van de drinkwatervoorziening en de richtsnoeren betreffende risico- en crisisbeheer.

2. In de risicobeoordeling wordt rekening gehouden met de resultaten van de controleprogramma's die zijn vastgesteld krachtens artikel D.168, derde lid, en krachtens artikel D.19 voor de ingevolge artikel D.168, aangewezen waterlichamen die overeenkomstig de artikelen R.43bis, R.103 en bijlage IV bij dit Wetboek gemiddeld meer dan 100 m<sup>3</sup> per dag leveren.

3. Op basis van de resultaten van de risicobeoordeling wordt de lijst van parameters in deel B, punt 2, uitgebreid en/of worden de bemonsteringsfrequenties in deel B, punt 3 verhoogd, wanneer aan een van de volgende voorwaarden is voldaan:

(a) de in deze bijlage vermelde lijst van parameters of frequenties volstaat niet om te voldoen aan de verplichtingen die zijn opgelegd overeenkomstig artikel D.188, § 1;

(b) bijkomende controle is vereist voor de toepassing van artikel D.188, § 4;

(c) de nodige waarborgen moeten worden geleverd zoals bedoeld in deel A, punt 1, onder a).

4. Op basis van de resultaten van de risicobeoordeling wordt de lijst van parameters in deel B, punt 2, beperkt en worden de bemonsteringsfrequenties van deel B, punt 3, verlaagd, mits aan de volgende voorwaarden is voldaan:

(a) de bemonsteringsfrequentie betreffende de parameters E. coli, alsook de andere parameters van de soorten F1, F2 en F3 bedoeld in punt 5, mag onder geen beding lager liggen dan de in deel B, punt 3, vastgelegde frequentie;

(b) voor alle andere parameters:

i) rekening houdend met artikel D.187 wordt de plaats en bemonsteringsfrequentie bepaald met inachtneming van de herkomst van de parameter en van de variatie en langetermijnontwikkeling van diens concentratie;

ii) om de minimumfrequentie voor monsterneming van parameters, zoals vastgesteld in deel B, punt 3, te verlagen, moeten alle resultaten van de monsters die in een periode van ten minste drie jaar met regelmatige tussenpozen zijn genomen op plaatsen die representatief zijn voor het volledige leveringsgebied, minder dan 60 % van de parameterwaarde bedragen;

iii) om een soort of soorten parameter te schrappen van de lijst van te controleren parameters, zoals vastgesteld in deel B, punt 2, moeten alle resultaten van de monsters die in een periode van ten minste drie jaar met regelmatige tussenpozen zijn genomen op plaatsen die representatief zijn voor het volledige leveringsgebied, minder dan 30 % van de parameterwaarde bedragen;

iv) het schrappen van een specifieke in deel B, punt 2, vastgestelde soort of soorten parameters van de lijst van te controleren parameters wordt gebaseerd op het resultaat van de risicobeoordeling, waarbij kennis wordt genomen van de controleresultaten van het voor menselijke consumptie bestemd water en waarbij wordt bevestigd dat de volksgezondheid beschermd is tegen de schadelijke gevolgen van verontreiniging van voor menselijke consumptie bestemd water, zoals vastgesteld in de artikelen D.180 et D.184;

v) enkel indien in de risicobeoordeling wordt bevestigd dat geen enkele redelijkerwijs te voorziene factor aanwezig is waardoor de kwaliteit van het voor menselijke consumptie bestemde water achteruit zou kunnen gaan, kan de bemonsteringsfrequentie worden verlaagd of een soort of soorten parameters worden geschrapt uit de lijst van te controleren parameters, zoals vastgesteld onder ii) en iii).

5. De aanvraag tot verlaging van de frequentie bedoeld in punt 4 betreft een soort of soorten parameters die als volgt worden verzameld:

*Parameters groep A (gemeten op hoge frequentie)*

F1. Microbiologische parameters: E coli, Enterokokken, colibacteriën, WG bij 22 °C

F2. Organoleptische parameters : kleur, geur, smaak

F3. Operationele parameters : troebelingsgraad, pH, geleidbaarheid, residuële vrije chloor, temperatuur

F4. Parameters stikstofhoudende balans: Nitraten, nitrieten, ammonium

*Parameters groep B (gemeten op lage frequentie)*

F5. Pesticiden

F6. PAK (polycyclische aromatische koolwaterstoffen)

F7. THM (trihalomethanen)

F8. gechloreerde oplosmiddelen en andere koolwaterstoffen

F9. Metalen 1 (van de uitrustingen) : Cu, Cr, Cd, Ni, Pb, Sb, Zn

F10. Metalen 2 : As, Hg, Se

F11. Operationele metalen : Al, Fe, Mn

F12. Totale hardheid en kationen (Na, K, Ca, Mg)

F13. Borium en fosfor

F14. Broomaat

F15. Cyaniden

F16. Anionen : Anorganische anionen met uitzondering van bromaat en cyanide

F17. Organische stoffen : oxideerbaarheid of totaal organische koolstof (TOK)

F18. Bijkomende microbiologische parameters : clostridium perfringens (met inbegrip van sporen) en TKG bij 36 °C

DEEL D. Steekproefmethoden en plaatsen van monsterneming

1. De plaatsen van monsterneming worden zo bepaald dat wordt voldaan aan de in artikel D.187, § 1 omschreven punten waar aan de parameterwaarden moet worden voldaan. In geval van een distributienet kan een leverancier voor specifieke parameters echter monsters nemen in het leveringsgebied of in de behandelingsinstallatie indien kan worden aangetoond dat er geen negatieve verandering zou zijn in de gemeten waarde van de betrokken parameters. Voor zover mogelijk wordt het aantal monsters gelijkelijk over tijd en plaats verdeeld.

2. Monsterneming op het punt waar aan de parameterwaarden moet worden voldaan, moet aan de volgende vereisten voldoen:

(a) monsters voor bepaalde chemische parameters (in het bijzonder koper, lood en nikkel) worden genomen aan de kraan van de consument zonder er voorafgaand water uit te laten stromen. Een monster moet worden genomen met een hoeveelheid van een liter op een willekeurig tijdstip gedurende de dag. Bij wijze van alternatief kan de leverancier methoden gebruiken met een vaste tijd van stilstand, zoals bepaald door de Minister, op voorwaarde dat dit op het niveau van het leveringsgebied niet leidt tot minder gevallen van niet-naleving dan het gebruik van de methode op een willekeurig tijdstip gedurende de dag;

(b) monsters voor microbiologische parameters op het punt waar aan de parameterwaarden moet worden voldaan, worden genomen en behandeld overeenkomstig norm NBN EN ISO 19458, steekproefdoel B;

3. Met uitzondering van de afnemingen aan de kraan van de consument, moet de Monsterneming in het distributienet gebeuren overeenkomstig ISO 5667-5. Monsters voor microbiologische parameters in het distributienet worden genomen en behandeld overeenkomstig norm NBN EN ISO 19458, steekproefdoel A.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 november tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, betreffende de controle op de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemde water.

Namen, 30 november 2017.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

## Bijlage II

Bijlage XXXIV bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

## SPECIFICATIES VOOR DE ANALYSE VAN DE PARAMETERS

Overeenkomstig artikel D.188, § 3, zorgen de leveranciers van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Departement Leefmilieu en Water, ervoor dat de analysemethoden die gebruikt worden voor controle en om aan te tonen dat wordt voldaan aan de conformiteit van worden gevalideerd en gedocumenteerd overeenkomstig norm EN ISO17025 of andere gelijkwaardige op internationaal niveau erkende normen, behalve in het geval van organoleptische parameters (kleur, geur, smaak). De leveranciers en het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Departement Leefmilieu en Water, zorgen ervoor dat laboratoria of door laboratoria gecontracteerde partijen methoden voor kwaliteitszorgsystemen hanteren die in overeenstemming zijn met norm EN ISO/IEC17025 of andere gelijkwaardige op internationaal niveau erkende normen.

DEEL A. Microbiologische parameters waarvoor analysemethoden gespecificeerd zijn

De volgende beginselen voor methoden voor microbiologische parameters worden gegeven als referentie als een CEN/ISO-methode wordt opgegeven of als leidraad, in afwachting van de eventuele toekomstige aanneming, door de Commissie, van andere internationale methoden CEN/ISO voor deze parameters.

Alternatieve methoden kunnen worden gebruikt mits aan artikel R. 259 wordt voldaan.

De methoden gebruikt voor microbiologische parameters zijn:

- a) *Escherichia coli* (*E. coli*) en colibacteriën (EN ISO 9308-1 of EN ISO 9308-2);
- b) Enterokokken (EN ISO 7899-2);
- c) *Pseudomonas aeruginosa* (EN ISO 16266);
- d) Inventarisatie van micro-organismen die gekweekt kunnen worden — telling kolonies bij 22 °C (EN ISO 6222)
- d) Inventarisatie van micro-organismen die gekweekt kunnen worden — telling kolonies bij 36 °C (EN ISO 6222)
- f) *Clostridium perfringens*, met inbegrip van sporen (EN ISO 14189).

DEEL B. Chemische en indicatorparameters waarvoor prestatiekenmerken gespecificeerd zijn

## 1. Chemische en indicatorparameters

Voor de parameters van onderstaande tabel houden de gespecificeerde prestatiekenmerken in dat met de gebruikte analysemethode ten minste concentraties moeten kunnen worden gemeten die gelijk zijn aan de parameterwaarde, met een bepalingsgrens, overeenkomstig artikel R.42*sexies*, 2°, van 30 % of minder van de desbetreffende parameterwaarde en een meetonzekerheid, overeenkomstig artikel R.42*sexies*, 4°, als aangegeven in onderstaande tabel. Het resultaat wordt met ten minste evenveel significante cijfers uitgedrukt als de parameterwaarde genoemd in bijlage XXXI, delen B en C.

Voor de parameters van onderstaande tabel die ook zijn opgenomen in bijlage XI voor het toezicht op het tot drinkwater verwerkbaar grondwater en oppervlaktewater, mag de maximale kwantificatiegrens in het voor menselijke consumptie bestemde water bovendien niet de grens overschrijden die is aangegeven in bijlage XI.

De in onderstaande tabel vermelde meetonzekerheid wordt niet gebruikt als bijkomende tolerantie voor de in bijlage XXXI vermelde parameterwaarden.

Tabel: Minimumprestatiekenmerk « meetonzekerheid »

Parameters	Meetonzekerheid (zie opmerking 1)	Opmerkingen
	% van de parameterwaarde (behalve voor pH)	
Aluminium	25	
Ammonium	40	
Antimoon	40	
Arseen	30	
Benzo(a)pyreen	50	Zie opmerking 2
Benzeen	40	
Boor	25	
Bromaat	40	
Cadmium	25	
Chloride	15	
Chroom	30	
Geleidbaarheid	20	
Koper	25	Zie opmerking 11
Cyanide	30	Zie opmerking 3
1,2-dichloorethaan	40	
Fluoriden	20	
Waterstofionenconcentratie (uitgedrukt in pH-eenheden)	0,2	Zie opmerking 4
Ijzer	30	

Parameters	Meetonzekerheid (zie opmerking 1)	Opmerkingen
	% van de parameterwaarde (behalve voor pH)	
Lood	25	
Mangaan	30	
Kwik	30	
Nikkel	25	
Nitraat	15	
Nitriet	20	
Oxideerbaarheid	50	Zie opmerking 5
Pesticiden	30	Zie opmerking 6
Polycyclische aromatische koolwaterstoffen	50	Zie opmerking 7
Seleen	40	
Natrium	15	
Sulfaat	15	
Tetrachlooretheen	30	Zie opmerking 8
Trichlooretheen	40	Zie opmerking 8
Trihalomethanen ù totaal	40	Zie opmerking 7
Totaal organische koolstof (TOK)	30	Zie opmerking 9
Troebelheid	30	Zie opmerking 10
Residuële vrije chloor	25	
Zink	25	Zie opmerking 11

Opmerking 1 : De meetonzekerheid wordt geschat op het niveau van de parameterwaarde, tenzij anders vermeld. In de praktijk zal de meetonzekerheid worden berekend aan een concentratie kleiner dan of gelijk aan de parameterwaarde en gelegen in de ijkingschaal van de methode. De onzekerheid wordt berekend op een bepaalde concentratie als de waarde van de onzuiverheid (de juistheid genomen in absolute waarde) min of meer twee keer de standaardafwijking van het toevalsbestanddeel (betrouwbaarheid)

Opmerking 2 : Als niet aan de waarde van de meetonzekerheid kan worden voldaan, moet de beste beschikbare techniek worden toegepast (tot 60 %).

Opmerking 3 : Met deze methode wordt het totaal aan cyanide in elke vorm bepaald.

Opmerking 4 : Waarden voor juistheid, precisie en meetonzekerheid worden uitgedrukt in pH-eenheden.

Opmerking 5 : Referentiemethode: EN ISO 8467

Opmerking 6 : De prestatiekenmerken voor afzonderlijke pesticiden zijn indicatief. Lage waarden voor meetonzekerheid van 30 % zijn haalbaar voor meerdere pesticiden, hogere waarden tot 80 % kunnen worden toegelaten voor een aantal pesticiden, namelijk de deisopropylatrazine (50 %).

Opmerking 7 : De prestatiekenmerken gelden voor de afzonderlijke stoffen, gespecificeerd op 25 % van de parameterwaarde in bijlage XXXI, deel B.

Opmerking 8 : De prestatiekenmerken gelden voor de afzonderlijke stoffen, gespecificeerd op 50 % van de parameterwaarde in bijlage XXXI, deel B.

Opmerking 9 : De meetonzekerheid moet worden geschat op het niveau van 3 mg/l van de totale organische koolstof (TOC). Voor het bepalen van de TOC en de opgeloste organische koolstof (DOC) worden de CEN 1484-richtsnoeren gebruikt.

Opmerking 10 : De meetonzekerheid moet worden geschat op het niveau van 1,0 NTU (nephelometrische troebelingsseenheid) overeenkomstig EN ISO 7027.

Opmerking 11 : In het tot drinkwater verwerkbaar ruw water en in de behandelingsinstallaties moet de meetonzekerheid bovendien de voorschriften van artikel R.43bis-4, § 4 naleven.

2. De parameters acrylamide, epichloorhydrine, vinylchloride worden gecontroleerd in de betrokken waterdistributiegebieden in functie van de kwaliteitscriteria bepaald voor een product gebruikt in de distributieketting

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 november tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, betreffende de controle op de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemde water.

Namen, 30 november 2017.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit,  
Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO